

Bien connaître le Président Modeste Boukadia Est-ce "l'incontournable" de l'échiquier politique ?

Une enquête de A. A. Sh. Dixon et R. M. Wamba

15 Août 1960-15 Août 2010. Le Congo, comme beaucoup de pays ex-colonies de la France, va fêter les 50 ans de son indépendance. Nous saisissons cette occasion pour faire le portrait d'un "homme" sur qui les Congolais, non seulement, s'interrogent sur sa capacité à s'imposer auprès d'une classe politique bien établie mais en qui ceux-ci placent leur espoir pour le renouveau, le changement. Cet "homme", très apprécié pour son sens d'ouverture et de consensus, est Modeste Boukadia, le président du C.D.R.C. Son analyse sur la situation du Congo mais aussi la force et le réalisme de ses propositions, qui n'occultent en rien l'environnement international, la crise financière et la récession mondiale, le font pressentir comme l'homme avec lequel il faut compter pour apporter les solutions aux problèmes qui se posent à ce pays central de l'Afrique équatoriale.

Nous avons rencontré M. Boukadia, la première fois à Paris, le 4 mai 1990, pendant la "première" marche de protestation de l'opposition extérieure sous la bannière du MPC pour exiger la tenue d'une Conférence nationale pour la démocratie et le bien-être des habitants du Congo. C'est dans ces circonstances que Modeste Boukadia, alors Secrétaire général du MPC, a fait "protester" les Congolais dans le Paris 16^{ème} Arrondissement, où marches et manifestations étaient interdites, de la Place Victor Hugo à l'Ambassade du Congo !

Nous avons suivi cet "homme", d'un abord facile, qui sait mettre en confiance ses interlocuteurs, tout au long de ses conférences, points de presse et "descentes" dans les quartiers et les régions congolaises dans le cadre de la précampagne présidentielle 2009 dont le ton de son verbe a rajeuni le débat politique ! Amateur de la bonne table et de vins fins qu'il aime partager avec ses hôtes, il se présente comme "l'ami" des journalistes car : « *ce sont les messagers pour transmettre la vérité des faits auprès de la population !* » dit-il en souriant.

À l'orée de cet anniversaire-bilan des 50 ans d'indépendance, nous avons souhaité savoir ce qu'en pense l'ex-candidat à la présidence de la République de cet événement qui donne la fébrilité au gouvernement issu des élections présidentielles 2009 boudées par la population par une forte abstention. À cette évocation, le visage radieux, de "l'homme" en qui la population place la confiance pour construire le pays, s'assombrit comme s'il venait d'apprendre une triste nouvelle. Après un silence, dont il a le secret, tout en se tortillant les mains, dit : « *Faut-il en parler ou pas ? Le PCT est aux affaires depuis 1969 et c'est maintenant que RMP/PCT s'agitent... Tout le monde sait que "ce dont on ne parle pas n'existe pas mais que ce qui n'existe pas se met à vivre sitôt qu'on en parle" ; c'est un jeu de dupes classique des pouvoirs autoproclamés ! Le gouvernement, qui ne sait pas quel bilan présenter, s'octroie 27 milliards de FCFA et en offre 13 à la municipalité de Brazzaville, pour commémorer ce qui n'existe pas pour que ça existe ! Pourquoi faire autant de bruit autour des 40 milliards pour cet événement si "ce n'est pour faire exister ce qui n'existe pas" alors qu'il y a cinq ans qu'on y aurait pensé pour se préparer au lieu de distribuer 840 milliards de FCFA en frais de fonctionnement du Parlement pour la législature sans que quelqu'un ne dise quoi que ce soit !* »

Il ajoute : « *50 ans d'indépendance, c'était l'occasion pour nous Africains francophones, pour nous habitants de l'ex-Moyen-Congo d'être fiers, de bomber le torse pour fêter le travail accompli, avec ou sans le partenariat avec la France puisque les révolutionnaires marxistes-léninistes qui avaient pris le pouvoir en 1969 la traitait d'impérialiste et de néo-colonisateur ! Tout le monde devait être de la fête mais ces 50 ans d'indépendance est plutôt une occasion ratée pour manifester notre liesse en regardant dans le rétroviseur du temps pour le chemin parcouru ensemble ! Non, hélas, la fête pour nous le Peuple n'aura pas lieu parce que le rendez-vous du 15 Août 2010 est pour les gouvernants ! Non, la fête populaire n'aura pas lieu ! Les perspectives, les indicateurs économiques et sociaux qui*

auraient pu nous permettre de manifester notre joie, de regarder avec fierté le travail accompli, ne sont pas au rendez-vous parce que notre pays manque d'entreprises, la base de toute économie. Le rafistolage des routes ici et là à la va-vite, la construction des logements en matériau dangereux, tel l'amiante qu'on n'utilise plus en Europe parce que provoque des cancers en tous genres, est-ce cela la commémoration des 50 ans d'indépendance ? Faut-il en parler ? Faut-il en pleurer ? Faut-il en rire ? »

Pour Modeste Boukadia, l'indépendance est une vision à long terme à atteindre lentement mais sûrement ; aucune génération d'hommes politiques ne peut y arriver seule. C'est une construction qui se fait comme une course de relais en se passant le témoin jusqu'à l'arrivée ! Le président du C.D.R.C. constate avec amertume : *« au lieu de cela, c'est l'espoir, suscité par le mot magique indépendance qui s'accorde avec celui de liberté, qui a été emporté par les flots tumultueux du second fleuve du monde, l'un des plus grands de la planète, notre cher fleuve Congo qui charrie la jacinthe d'eau douce (Congo ya sika = Congo nouveau et non Nouveau Congo) qui pollue celui-là, alors qu'il aurait pu nous permettre d'avoir de l'électricité sans délestage à faible coût et de l'eau courante gratuite dans nos robinets pour engager notre pays dans l'industrialisation. On ne peut parler d'industries, d'entreprises si le pays possède de l'électricité et de l'eau. Ce n'est que dans ces conditions que l'on peut parler d'économie pour un pays. »*

Rien à faire, "l'homme" s'accroche à ce qui fait sa popularité, la construction des entreprises avant toute chose et le reste suivra. Avec regret, il fait un constat amère : *« la génération des aîné(e)s a échoué sur son rôle de préparer le futur, de nous léguer de bons sillons sur lesquels les grains auraient germés avec abondance parce la terre aurait été bien labourée ; il est à craindre que les 50 ans d'indépendance soit l'anniversaire de dégoût de la politique qui, si on ne fait pas attention, peut entraîner une rupture irréversible entre la population et les gouvernants. J'ai bon espoir malgré tout que cet Anniversaire est l'occasion de mettre hors la loi les comportements qui auraient pu faire « sauter 1000 fois la République » tellement les turpitudes des gouvernants sont légions ! Tout ceci parce que la "Mère Patrie" nous a octroyés la chère indépendance sans mode d'emploi et sans bon de garantie contre les dérives ! Mais, je pense que le Président de la République donnera un signal fort pour sauver l'État. Quant à nous, nous travaillons pour réhabiliter cet État dans sa dimension d'Autorité Souveraine qui investit dans la création d'entreprises pour laisser aux générations futures les moyens d'enrichir et de préserver l'héritage que nous avons reçu de nos Ancêtres. »*

Un nouveau gouvernement de la République arrive...

Dans tout le pays, les gens sont dans la débrouillardise. La population ne sait plus où donner de la tête tellement elle tire le diable par la queue pour essayer de s'en sortir. De plus il y a la crainte palpable de ces nouvelles maladies (jambes qui enflent, yeux qui s'irritent, AVC, etc.) qui ont surgies de l'on ne sait où. Tout le monde est angoissé. La population se pose des questions sur les voyages incessants du Président de la République au lieu de prendre des mesures salutaires. Tout le monde réclame un nouveau gouvernement.

C'est dans ces circonstances que nous apprenons, de sources dignes de foi, que le Président Sassou Nguesso a entendu les cris alarmants de la population congolaise. Il se murmure que le gouvernement nouveau serait imminent ! La population peine à croire en chuchotant : *« Est-ce vrai que le gouvernement des 4 Saints Pôles, maintes fois reconduit et, maintenu au-delà de sa durée légale fixée à 100 jours par le Président de la République, serait arrivé, enfin, en fin de vie ! »*, mais, seuls, les actuels gouvernants retiennent leur souffle, tressaillent d'angoisse sur leur sort et craignent de déplaire alors ils le suivent partout dans ses déplacements ! Réalisme politique ou intox ? On le sait, dans pareils moments, les spéculations pour susciter l'intérêt ou pour intriguer vont bon train... pour s'assurer de plus belle la dépendance des courtisans !

La population aussi s'y met en espérant qu'elle sera entendue par le Président de la République dans la prise de la bonne décision ! Quel choix entre ceux qui souhaitent le réaménagement des quatre Pôles dont les résultats n'ont point convaincus le Chef de l'État et, ceux qui supputent qu'il faut un Premier ministre, chef de gouvernement, après une minime modification de la

Constitution, pour soulager la somme de travail du Président de la République ? Dans le camp du Président de la République, les voix aussi se font entendre « *Quand le gouvernement des pôles devient polar* » (Epanza Makita, n°121 du 17/05/2010) pour réclamer la nomination d'un Premier ministre, chef de gouvernement avec de nouvelles figures, en lieu et place de son : « *équipe des "Ewawas"* (vieux fatigués et dépassés) *politiques, le Président Denis Sassou-Nguesso trahi par les siens* » (Epanza Makita, n°122 du 07/06/2010). Cela découle du sentiment unanime qui s'est établi dans l'opinion nationale et internationale qu'il faut au Congo un vrai relais au Président de la République c'est-à-dire un Premier ministre, chef de gouvernement.

Le sujet de Premier ministre, chef de gouvernement soulevé par Modeste Boukadia dès la vacance de pouvoir en Mars 2009 n'est plus tabou chez les Congolais, à l'intérieur comme à l'extérieur et chez les partenaires du Congo, qui l'évoquent avec un brin d'humour : « *qu'il faut vraiment un sauveur* » sinon le Congo va sombrer définitivement dans les abîmes abyssaux de la mauvaise gouvernance car : « *D.S.N.= Denis Sassou Nguesso ou Dieu Sauve la Nation* » (Le Choc n°49 du 10 au 20/11/1997) ne répond plus ! Et pour cause, d'après le président ivoirien, Laurent Gbagbo, il se serait converti en « *Président-Steward* » alors que, lui-même, peine à organiser ses élections présidentielles pour légitimer son pouvoir !

C'est l'impression qui se dégage devant la démission de la classe politique traditionnelle, toute tendance confondue, qui a montré ses limites et qui ne fait pas preuve d'imagination étant dépourvue de formules originales.

Faut-il rappeler que l'opposition, hier au pouvoir, ne peut prétendre donner des leçons à l'actuelle équipe gouvernementale puisqu'elle a brillé, elle-même, par une mégestion criarde ayant occasionnée des guerres inutiles au Congo. Il s'en suit que ceux qui ont "*fait la guerre*" (sic !) en ayant transformé la victoire militaire en victoire politique par des scrutins mal négociés, mal préparés, n'aident pas franchement non plus le Président de la République. Ils ont créé plus de problèmes qu'à les résoudre et à réaliser un vrai consensus national. Ils ont aussi du mal à gérer un petit pays comme le Congo avec ses moins de 3 millions d'habitants. Un pays qui regorge de ressources naturelles. Ils ont plus misé sur les Institutions Financières Internationales qui posent des conditionnalités problématiques en mettant le pays sous le manteau de la domination des comptes bancaires off-shore qui ont entraînés le Congo dans la voie de l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE), et ce en cette année d'anniversaire pour les 50 ans d'indépendance... N'est-ce-pas là un comble !

Problématique grave pour le Congo, le gouvernement a présenté l'IPPTE comme la panacée pour sortir le pays du gouffre de la mauvaise gouvernance, ce que seul M. Boukadia a contesté : « *Modeste Boukadia démembre et met à nu le mécanisme de l'Initiative PPTE* » (La Rue meurt n°682 du 24/02/2010) et : « *Je ne crains que l'accès de notre pays dans le Programme PPTE ne soit à l'origine d'un désordre que d'aucun n'imagine* » (Le Réveil des Consciences n°34 du 03 au 11/02/2010). En ces périodes difficiles, les Congolais réalisent que la solution présentée n'était qu'illusion... que chacun constate avec dépit chaque jour.

Le Président Modeste Boukadia, "l'incontournable" de l'échiquier politique ?

Devant l'imbroglio politique et l'apathie, il y a "*l'homme de Congo na biso*", allusion à son discours sur l'avènement de **Congo na biso** ou "*l'Enfant de Kibossi*", allusion au nom de Kivimba (son village natal) situé entre les gares Goma-Tsé-tsé et Kibossi, dans la région du Pool. Cet "homme" est Modeste Boukadia. Il fait des propositions avec ses propres recettes économiques qui n'ont rien à envier aux menus des IFI ! Des recettes convaincantes qui ont fait leurs preuves ici et ailleurs dans les pays des vieilles démocraties, qui prennent assises sur le développement du marché intérieur avec une bonne gestion des finances publiques, un investissement pour créer les entreprises pour la revalorisation des ressources naturelles du Congo sous la responsabilité de l'État dans sa fonction régaliennne d'Autorité Souveraine.

Le discours de Modeste Boukadia est reproduit dans les médias (journaux, radio, TV, etc.). Il dit haut et fort dans ses conférences et points de presse que : « *le Congo doit redevenir la plaque tournante des échanges économiques et commerciaux de la sous-région en renouant de véritables relations avec nos partenaires historiques car la situation économique internationale appelle de nouveaux partenariats Afrique/Europe/États-Unis d'Amérique, y compris le Canada* » (www.perspectives-africaines.com). Pour éviter la récurrence, il propose : « *nous devons confier en gérance les entreprises créées par l'investissement public aux partenaires afin que ces entreprises ne subissent pas le même sort que celles laissées par les présidents Youlou et Massamba-Débat.* » "L'homme" a longtemps résidé en France. Il a beaucoup voyagé. Pour établir des "contacts" et nouer des "relations"! Il a participé à la Conférence Nationale Souveraine dans la Commission politique présidée par N'Gonkara N'Koua où siégeaient Bernard Kolélas, Paul M'Bot, Justin Lékoundzou, etc., autant dire qu'il a côtoyé les grands ténors de la vie politique congolaise. Ancien secrétaire général du M.P.C., chargé de l'organisation, il crée, en 1992, à Boissy-Saint-Léger (France), le Cercle des Démocrates et Républicains du Congo (C.D.R.C.) qu'il réenregistre au Ministère congolais de l'Intérieur en 1998.

En 1997, Modeste Boukadia est candidat à l'élection présidentielle mais celle-ci ne peut avoir lieu pour cause de coup d'État.

À l'édition de Mars 2002, il s'abstient, estimant, dans un article intitulé "*Pourquoi je vais être candidat, lettre au Peuple Congolais Souverain et à la Terre du Congo*" qu'aucun candidat ne peut satisfaire aux conditions édictées dans la Constitution du 20 Janvier 2002, le candidat Sassou Nguesso compris (*L'Observateur* n°138 du 14 au 20/02/2002, www.cdrc.asso.fr). Cet article fut affiché dans le bureau du Ministre de l'Intérieur de l'époque !

À l'élection présidentielle 2009, il relève les incohérences dans l'organisation du scrutin, l'inconstitutionnalité du Conseil constitutionnel, la vacance de pouvoir intervenu dès le 20 mars 2002 et la démission de fait du gouvernement le 6 juin 2009 sitôt l'annonce de la candidature du candidat Sassou Nguesso à sa propre succession. Il propose au Président sortant la formation d'un gouvernement d'union nationale de 6 à 9 mois pour mieux préparer le scrutin de l'élection présidentielle pour la crédibilité du futur Président de la République. Rien n'y fait.

Au cours d'un Point de presse qu'il convoque à son domicile le 9 juin 2009, il prend à témoin le Peuple Congolais Souverain et la Communauté internationale en dénonçant « *le coup d'État constitutionnel* ». Il se retire de la course en prônant l'abstention forte et massive pour sanctionner les élections tronquées. Les journaux s'en font l'écho : « *Congo-Brazzaville : élections présidentielles - Modeste Boukadia met Sassou Nguesso en difficulté* » (*Tapis rouge* n°0857 du 15 juin 2009) ; « *Élections boycottées par la majorité au Congo/Brazzaville : Sassou Nguesso dans l'impératif d'un gouvernement d'Union nationale* » (*Grand Débat* n°016 du 17 au 24/07/2009).

Pendant ce temps, son parti, le C.D.R.C., s'implante dans tous les départements du Congo. Face à l'incapacité de la classe politique traditionnelle à répondre aux besoins des populations, le Président Modeste Boukadia est unanimement perçu, par la population, comme le recours depuis les élections tronquées de la présidentielle 2009. Sa sincérité vis-à-vis de la population, son intégrité morale quand il se retire de la course présidentielle pour défaut de conditions de transparence, ses propositions de bon sens, sont remarquées et très appréciées. Sa patience, son travail, sa réflexion payent. Les présidents fédéraux de son parti, sans faire de bruit travaillent dans tous les départements du Congo. Le résultat est là : le C.D.R.C. est devenu une force politique avec laquelle il faut compter et se lier pour les législatives 2012 qui s'annoncent difficiles pour la vieille classe politique traditionnelle... ce d'autant que Président Modeste Boukadia dont le discours apaisant explique : « *il nous faut l'unité nationale pour créer un climat propice à l'investissement pour les entreprises à construire dans les districts pour notre commerce intérieur, la "chasse aux sorcières" est une vieille politique d'exclusion dépassée !* »

Après le départ des "Anciens", Ambroise Noumazalye, Bernard Kolélas, Augustin Poignet, Jean-Pierre Thystère Tchicaya, Nguila MOUNGOUNGA, etc., M. Boukadia a conscience du vide qu'il

s'emploie à combler pour équilibrer la géopolitique Nord/Sud qui régit toujours la stabilité politique du Congo. Aujourd'hui, il y a au nord, M. Sassou Nguesso et, au sud, "l'homme", dont les fondements de **L'Autre Politique** sont qualifiés de "lucides", s'impose par la politique entrepreneuriale et économique de son parti.

Aux journalistes qui l'interrogent, lors du Point de presse consacré aux Vœux à la Presse du 14/01/2010, sur ses « intentions » au cas où le Président de la République l'appelle, c'est avec assurance et conviction qu'il répond : « Avec la même loi électorale et le recensement actuel du PCT, nous gagnerons les législatives de 2012. À partir de là, nous changerons beaucoup de choses quand nous serons majoritaires à l'Assemblée. Le Président doit savoir que l'Assemblée ne sera plus à lui mais ça sera une Assemblée populaire c.-à-d. du Peuple parce que ce que la population a commencé en s'abstenant d'aller voter à l'élection présidentielle, elle va le concrétiser dans le choix des députés ! Si nous sommes à l'Assemblée Nationale, sans avoir trouvé un accord avec le Président de la République, ça va être difficile pour lui... il est mieux que nous trouvions un accord dès maintenant ! Je redis, c'est lui le chef du village, après la crise de 1959, le Président Youlou avait tendu la main au Président Jacques Opangault. Nous avons soldé la crise, au PCT, il y a des gens avec lesquels on peut toujours s'entendre... Comme je le disais pendant les précampagnes de l'élection présidentielle, je tends toujours la main au Président Sassou Nguesso. Je profite de la Presse pour tracer la voie de la stabilité, de la paix, de la paix sociale qui doit être soutenue parce que c'est le crédo du Président de la République ! Si le Président m'appelle en me disant "Ah, Leki na ngai (ah, mon jeune frère), j'ai besoin de toi", on définit les conditions. Dans les conditions de Premier ministre Isidore Mvouba : non. Dans les conditions de normalité d'État : oui. Les conditions de normalité d'État, ce sont des pouvoirs bien définis du Président de la République et des pouvoirs bien définis du Premier ministre, chef du gouvernement ; lui va incarner la nation et l'unité du pays, le Premier ministre, chef du gouvernement va œuvrer pour que chacun de nous retrouve sa dignité. C'est le Président de la République qui l'a dit lui-même, le 15/08/2009, lorsqu'il a prêté serment que le "Chemin d'avenir", ce sont des gens nouveaux. C'est un nouveau gouvernement qu'il faut avec un Premier ministre, chef de gouvernement qui n'aura pas à gérer le passif, qui n'aura pas à gérer le passé. Ce nouveau gouvernement doit garantir, doit discuter avec les Institutions financières et le pôle créé en France pour que chacun soit en paix ! » C'est un discours clair, sans équivoque.

La presse s'en fait l'écho : « Il faut un gouvernement d'union nationale pour sortir le Congo de la crise » (Epanza Makita n°0117 du 26/01/2010) ; « Modeste Boukadia demande la mise en place d'un gouvernement de la majorité des Congolais, estimant que le PCT et le RMP ne constituent que la minorité » (Emmanuel n°065, 2010) ; « Modeste Boukadia revient sur l'idée d'un gouvernement d'union nationale » (Les Dépêches de Brazzaville n°907 du 19/01/2010), etc.

Le sous-bassement de la politique du Président du C.D.R.C. est **L'Autre Politique** dont l'expression locale, accessible au grand public est *Congo na biso*, le Congo prospère pour tous ! C'est une véritable plate-forme de la politique de l'unité nationale qui met en exergue les valeurs intrinsèques des régions en définissant ce qu'il y a de particulier en chacune d'elles, de manière à fédérer leurs énergies par le commerce intérieur pour la prospérité et le bien de tous.

Les Congolais sont très réceptifs à ce discours de bon aloi. C'est un discours rassembleur, novateur et unitaire qui met les solutions en évidence et à la portée de tous ! Les observateurs avertis de la politique congolaise affirment déjà que ce discours réaliste, qui n'a jamais été tenu jusqu'à présent au Congo en 50 ans d'indépendance, va donner du fil à retordre aux députés de la majorité présidentielle sortants aux législatives 2012.

Voilà qui expliquerait qu'un haut responsable de la majorité présidentielle, super ministre d'un pôle ministériel, a reconnu, en substance, au cours d'un meeting à Pointe-Noire, le 15/06/2010 en cadeau d'anniversaire au Président Boukadia (!) : « Si nous ne prenons garde, on risque de ne pas avoir un seul député ; il nous faut nous unir dès maintenant, créer des alliances pour sauver au moins les meubles car les législatives 2012 seront très difficiles ! » Est-ce la chronique d'une défaite reconnue... et annoncée ? Une simple stratégie d'endormissement de l'adversaire ? Ou alors une

réponse au Président Modeste Boukadia pour son idée de l'Union Nationale pour la République évoquée le 14/01/2010 : « *au PCT, il y a des gens avec lesquels on peut toujours s'entendre...* » ? Une chose est sûre que l'on ne peut évacuer d'un revers de main, le discours incessant sur la bonne gestion des finances publiques, sur l'investissement pour créer les entreprises à objet social, sur la responsabilité de l'État, sur l'unité nationale, sur la non "chasse aux sorcières", sur la nomination d'un Premier ministre, chef de gouvernement court-circuité le PCT et le RMP qui ne savent pas quoi répondre à ce discours qui trouve un écho très favorable dans la population qui renchérit, en faveur de "*l'Enfant de Kibossi*", le PCT est au pouvoir depuis 41 ans, dont 25 ans pour le seul Président Sassou Nguesso, le bilan calamiteux, désastreux et catastrophique des 50 ans d'indépendance, ne serait être imputé aux régimes Youlou et Massamba-Débat mais bel et bien au PCT/RMP, même si les gouvernants s'apprêtent à festoyer avec faste avec 40 milliards de FCFA !

On voit que "*l'homme de Congo na biso*", comme l'appellent les compatriotes de son pays de la partie nord, représente l'alternative crédible pour le Président Sassou Nguesso.

En effet, électron libre, M. Boukadia a montré sa capacité à rassembler les hommes tous bords politiques confondus. Ce fut le cas des "Déjeuners-Débats" organisés au Premier Centre Européen d'Affaires de la Défense (Paris, France) ayant abouti à la Concertation congolaise "Classe politique/Société civile" dont le résultat fut la création du "Rassemblement pour le Changement, Force novatrice" (*La Semaine Africaine* n°2258 du 18/05/2000) et la mise en place des Forces Politiques et de la Société Civile (F.P.S.C.) pour débattre du "Dialogue National Sans Exclusive" (www.idcongo.com).

Quant à sa capacité à mobiliser les foules, il nous a montré son savoir-faire : « *Modeste Boukadia avait invité à la date du 31 mai 2009 à la "Mairie Centrale" de Brazzaville toutes les couches des populations congolaises venues de tous les coins du pays et la presse étrangère à une Conférence publique pour éclairer la population sur les problématiques des élections présidentielles en République du Congo. Une masse était venue écouter et acclamer "l'Enfant terrible de Kibossi", l'arrivée du Président national, Monsieur Modeste Boukadia était salué comme un Roi. Dans la salle comme à l'extérieur une foule folle encerclée l'attendait* » (*Tapis rouge* n°0857 du 15 juin 2009).

Si "l'homme" est entendu par les gouvernants, notamment par le Président Sassou Nguesso, cela pourrait s'avérer comme la solution dans une jonction bien dosée et bien rythmée pour mettre en phase le "*Chemin d'avenir*" et "*Ensemble, Construisons L'Avenir - nous le pouvons pour le Congo*" par **L'Autre Politique** pour installer des solutions crédibles pour le Congo face à la récession économique dont les vieilles démocraties ne sont pas épargnées à cause de la crise financière internationale (www.congo-sangha.com).

Comme on l'aperçoit, l'émergence du projet **L'Autre Politique** a noyé les partis traditionnels toute tendance confondue. Le Président Modeste Boukadia est devenu, sans aucun doute, l'homme "*incontournable*" de l'échiquier politique. Le Président de la République, fin politique qui connaît mieux que quiconque la réalité de la géopolitique du Congo et les excellentes relations extérieures avec les partenaires, le sait et a déjà très certainement pris la température ! C'est là, le gage de la stabilité politique. « *M. Sassou Nguesso est un Général d'Armées, c'est donc un homme d'honneur ! C'est pourquoi il ne peut être indifférent à la politique de la responsabilité de l'État, de l'investissement pour créer des entreprises et de la bonne gestion des finances publiques car elle est la voie pour que le "Chemin d'avenir" n'aille pas tout droit dans le mur et, que se réalise enfin "Congo na biso", le Nouveau Congo* » conclue-t-il avec une lueur dans ses yeux !

C'est ainsi que dans ce Congo, devenu subitement silencieux et calme, les rumeurs - et il y en a beaucoup dans ce pays d'Afrique Centrale - rythment la vie, pendant ce temps chacun vague à ses petites occupations, mais seul le Président de la République détient la vérité. Sera-t-elle délivrée pour le 50^{ème} Anniversaire de l'Indépendance, après tout, Brazzaville a bien été dédié à la Mère de Dieu dont la fête est le 15 Août... voilà le point de repère pour le décollage économique du Congo !

A. A. Sh. Dixon et R. M. Wamba

FOR THE WACP: *World Associates Center Press*